



La Dépêche

L'actualité économique



N° 727 - Mardi 10 Décembre 2019 - Service de la Communication et de la Documentation (SCD)

LES TITRES

Le FMI décaisse 133,4 millions \$ et annonce une prolongation d'un an du programme de réformes économiques

page 1

Sombres perspectives pour les banques africaines en 2020

page 2

Rapport du PNUD sur le développement humain : l'UEMOA au bas du classement

page 2

Cherté, opacité, mauvaise qualité du service clientèle : notre enquête sur les services corporate des banques de l'UEMOA

page 3

Monétique interbancaire dans l'UEMOA: L'essor des moyens de paiement appelle des mesures fortes

page 3

NSIA annonce se mettre en conformité avec la CIMA et investit dans la recapitalisation de ses filiales

page 4

À LA UNE

Le FMI décaisse 133,4 millions \$ et annonce une prolongation d'un an du programme de réformes économiques



KRISTALINA GEORGEVIA, Directrice du FMI et Alassane OUATTARA, président de la Côte d'Ivoire, lors d'un entretien

La Côte d'Ivoire bénéficiera d'un financement de 133,4 millions \$ et d'une extension d'un an de la facilité élargie de crédit (FEC) accordée par le Fonds Monétaire International (FMI). C'est ce qu'a annoncé l'institution dans un communiqué publié la semaine dernière.

Se félicitant des résultats obtenus par la Côte d'Ivoire dans le cadre de son programme de réformes, **l'institution a noté des performances économiques robustes.**

D'après le FMI, la poursuite d'une politique macroéconomique prudente et des réformes du secteur financier, ainsi que le maintien du rythme des réformes structurelles pour stimuler la croissance inclusive tirée par le secteur privé, permettent de tabler sur des perspectives à moyen terme rigoureuses.

Pour l'année 2019-2020, la croissance économique du pays est ainsi projetée à environ 7,5% pour un déficit budgétaire conforme à la norme régionale de 3% du PIB. « Les efforts de réformes de la Côte d'Ivoire ont conduit à une amélioration de son climat des affaires ces dernières années. Il sera impératif de les poursuivre afin de stimuler davantage l'activité du secteur privé et d'appuyer la croissance inclusive, y compris en améliorant le secteur énergétique, le capital humain et l'inclusion financière ; en accélérant la digitalisation ; en renforçant les liens commerciaux et la gouvernance ; en élargissant la couverture des filets sociaux ; et en renforçant l'appareil statistique pour mieux informer les politiques économiques », a également déclaré l'institution.

Source :

<https://www.agencecofin.com/economie/0912-71929-cote-divoire-le-fmi-decaisse-133-4-millions-et-annonce-une-prolongation-dun-an-du-programme-de-reformes-economiques>

Sombres perspectives pour les banques africaines en 2020

L'année 2020 s'annonce sombre pour les banques africaines qui sont parties pour continuer de baigner dans un environnement peu favorable à leur essor, révèle Moody's Investors Service dans un rapport publié ce lundi 09 décembre 2019. L'économie mondiale reste morose, souligne le rapport qui pointe du doigt un climat négatif des affaires et une incertitude commerciale hypothéquant toute perspective de croissance.

En Afrique, la dette publique est élevée et la croissance du PIB restera inférieure à son potentiel et sera ainsi insuffisante pour stimuler les niveaux du revenu par capital ou accroître la résilience économique, soutient le rapport.

Selon cette agence de notation, le risque lié aux actifs restera élevé, en raison de la hausse des arriérés de l'Etat, des concentrations élevées de prêts, des cadres juridiques favorables aux emprunteurs et de l'évolution des capacités de gestion des risques et de supervision.

Cependant, la plupart des banques africaines garderont des niveaux élevés de capital, d'où le financement et la liquidité en monnaie locale resteront solides au sein de ces institutions financières, a ajouté Moody's.

Si les banques d'Afrique du Sud, du Nigeria, de Tunisie et d'Angola seront confrontées aux plus grands défis, les banques égyptiennes, marocaines, mauriciennes et kenyanes seront, elles, plus résistantes, indique le communiqué

Source : <http://apanews.net/fr/news/sombres-perspectives-pour-les-banques-africaines-en-2020-rapport>



Sombres perspectives pour les banques africaines en 2020

Rapport du PNUD sur le développement humain : l'UEMOA au bas du classement

Le PNUD (Programme des Nations - Unies pour le Développement) vient de publier son rapport 2019 sur le développement humain dans le monde. Le document qui se penche sur les inégalités de développement dans le monde à l'échelle humaine classe les pays selon les trois composantes de l'IDH (indice de développement humain): la longévité, l'éducation et le revenu par habitant. Représentative du niveau de développement dans un pays, l'IDH, à la différence du taux de croissance, donne une idée de la condition sociale des populations dans chaque pays et de leurs perspectives d'avenir.

Le rapport dresse 3 catégories de pays dans sa classification, entre pays à développement humain faible (IDH inférieurs à 0,550), pays à développement humain moyen (IDH entre 0,550 et 0,699), pays à développement humain élevé (IDH entre 0,700 et 0,799) et pays à développement humain très élevé (IDH supérieur à 0,800).

Les pays de l'UEMOA figurent dans le bas du classement de l'IDH qui évalue le niveau de développement dans 189 pays. La région qui est l'une des plus dynamiques du continent si l'on s'en tient au taux de croissance du PIB, voit cette année encore tous ses Etats membres logés dans le lot des pays à IDH faible, le Bénin étant le mieux loti. Une situation qui laisse pessimiste sur les capacités des populations de la zone à disposer de moyens pour sortir durablement de la pauvreté.

LOW HUMAN DEVELOPMENT			
22	156	Comoros	0.538
23	157	Rwanda	0.536
24	158	Nigeria	0.534
25	159	Tanzanie	0.528
25	159	Uganda	0.528
27	161	Mauritania	0.527
28	162	Madagascar	0.521
29	163	Benin	0.520
30	164	Lesotho	0.518
31	165	Côte d'Ivoire	0.516
32	166	Senegal	0.514
33	167	Togo	0.513
34	168	Sudan	0.507
35	171	Djibouti	0.495
36	172	Malawi	0.485
37	173	Ethiopia	0.470
38	174	Gambia	0.466
38	174	Guinea	0.466
40	176	Liberia	0.465
41	178	Guinea-Bissau	0.461
42	179	Congo (Democratic Republic of the)	0.459
43	180	Mozambique	0.446
44	181	Sierra Leone	0.438
45	182	Burkina Faso	0.434
45	182	Eritrea	0.434
47	184	Mali	0.427
48	185	Burundi	0.423
49	186	South Sudan	0.413
50	187	Chad	0.401
51	188	Central African Republic	0.381
52	189	Niger	0.377

Source : Données PNUD-Rapport IDH 2019

Source : https://www.sikafinance.com/marches/rapport-du-pnud-sur-le-developpement-humain-luemoa-au-bas-du-classement_19967

Cherté, opacité, mauvaise qualité du service clientèle : notre enquête sur les services corporate des banques de l'UEMOA

L'enquête réalisée au cours du mois d'octobre 2019, auprès de 84 banques et filiales de groupes bancaires installés dans l'espace UEMOA, a permis de relever toute une série d'insuffisances au niveau de leurs services corporate, de nature à impacter négativement le dynamisme économique de la communauté Ouest-Africaine.

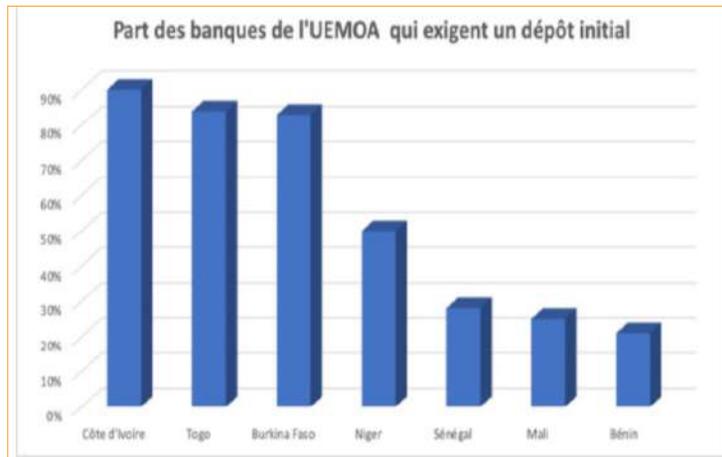
Le constat d'ensemble qui se dégage à l'issue de cette enquête est que les banques de l'UEMOA se caractérisent par une relative cherté des services corporate, même si cette situation diffère d'un pays à l'autre. Ajouté à cela, les importantes entraves à l'accès à une information fiable avec notamment des services clientèle peu professionnels, des conseillers clientèle peu coopératifs, des informations non disponibles ou encore non actualisées sur les sites internet (quand il en existe).

Le tout dans un déficit global de professionnalisme et surtout d'adressage approximatif des besoins de la clientèle. Bien évidemment, malgré ce constat général, certains établissements bancaires arrivent à sortir du lot pour offrir des services adéquats, mais ils sont minoritaires.

Des services bancaires corporate assez onéreux : 47% des établissements bancaires de l'UEMOA enquêtés exigent la constitution d'un dépôt initial pour l'ouverture d'un compte société. Ce taux diffère toutefois en fonction des pays.

Source : <https://agenceecofin.com/banque/0812-71905-cherte-opacite-mauvaise-qualite-du-service-clientele-notre-enquete-sur-les-services-corporate-des-banques-de-l-uemoa>

A lors que la plupart des gouvernements africains s'efforcent d'améliorer le climat des affaires et d'encourager l'entrepreneuriat, l'Agence Ecofin a voulu savoir quels services les banques de l'UEMOA proposaient aux nouvelles entreprises.



Une enquête a permis de relever toute une série d'insuffisances au niveau des services corporate, des banques UEMOA.

Monétique interbancaire dans l'UEMOA: L'essor des moyens de paiement appelle des mesures fortes

développement des moyens de paiement.

Avec 6 296 787 de cartes bancaires émises à fin décembre 2018 dont 76 % adossées à un compte bancaire et 24 % prépayées, l'activité de la monétique interbancaire s'est avérée dynamique au cours de l'année dernière dans les Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

En effet, l'effectif des cartes s'est accru de 31 % par rapport à 2017 où l'on dénombrait 4 819 494 cartes, selon le Rapport sur la monétique interbancaire régionale dans l'UEMOA au titre de 2018 publié par la BCEAO la semaine dernière.

Il est enregistré une hausse du nombre d'infrastructures d'acceptation, soit 10 713 unités recensées à fin 2018, soit une hausse de 16 % comparativement à 2017. En fait, l'on a dénombré 3698 Guichets Automatiques de Banque (GAB) et de 7015 Terminaux de Paiement Electronique (TPE), soit une hausse respectivement de 14 % et de 17 % en un an dans l'Union.

L'activité de la monétique interbancaire connaît un engouement dans les Etats de l'UEMOA, aux termes d'un rapport publié fin novembre dernier par la BCEAO. Un dynamisme qui appelle à plus de vigilance face aux risques de fraude et de vol de données personnelles liés au



L'essor des moyens de paiement appelle des mesures fortes dans l'UEMOA.

Source : <https://lanationbenin.info/monetique-interbancaire-dans-luemoa-lessor-des-moyens-de-paiement-appelle-des-mesures-f>

NSIA annonce se mettre en conformité avec la CIMA et investit dans la recapitalisation de ses filiales

règlement N°007/CIMA/PCMA/CE/2016 du 8 avril 2016 émanant de la CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance), autorité de régulation du secteur assurantiel.

Entrée en vigueur le 1er juin 2016, cette disposition règlementaire de la CIMA impose aux compagnies d'assurances de relever leur niveau de fonds propres. Cette réglementation modifie le Code des Assurances relatif au capital social des Sociétés Anonymes d'assurances et au fonds d'établissement des sociétés d'assurances mutuelles. Elle prévoit donc une augmentation du montant minimum du capital social selon des paliers et un calendrier bien définis.

Au 31 mai 2019, échéance du premier palier, toutes les sociétés du secteur devront être en mesure de présenter un capital social porté à 3 milliards FCFA. L'échéance du second palier, fixé à 5 milliards FCFA, interviendra le 31 décembre 2021.

À chaque étape, le niveau des fonds propres, ne devra pas être inférieur à 80% du capital social. La première phase de mise en conformité, rendue possible grâce à l'effort commun de la holding NSIA Participations, de l'ensemble des actionnaires du Groupe et de ses filiales, a été exécutée comme prévu par la réglementation en vigueur.



NSIA annonce se mettre en conformité avec la CIMA et investit dans la recapitalisation de ses filiales

Source :

<https://www.agenceecofin.com/assurance/0912-71931-nsia-annonce-se-mettre-en-conformite-avec-la-cima-et-investit-dans-la-recapitalisation-de-ses-filiales>



Directeur Général de l'Economie

LA VALEUR QUALITE DU MOIS

LA DIGNITE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail



- ▶ éviter de poser des actes ou actions de nature à porter préjudices à l'image et à la crédibilité de l'institution.
- ▶ faire preuve d'une bonne tenue en toutes circonstances ;
- ▶ avoir une attitude dans sa tenue vestimentaire, son langage, ses relations avec ses supérieurs hiérarchiques, ses collègues et les usagers/clients ;

VQM

DECEMBRE

2019

Direction Générale de l'Economie

Tél : 20 20 09 09 / BP V 163 Abidjan